

UNION DE CAISSES-CENTRE DE MEDECINE PREVENTIVE (UC-CMP)
2, rue du Doyen Jacques Parisot
54500 Vandœuvre-lès-Nancy
Tél. : 03.83.44.87.50

APPEL D'OFFRES 02-2025

Cahier des Clauses Administratives Particulières

Objet de la consultation :

**Prestations de nettoyage des locaux et des vitreries du siège du Centre de
Médecine Préventive et de ses sites**

Date et heure limites de réception des offres

Mercredi 16 avril 2025 à 12h00

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ	3
ARTICLE 2 - FORME DU MARCHÉ	3
ARTICLE 3 - ALLOTISSEMENT	4
ARTICLE 4 - DATE D'EFFET ET DURÉE DU MARCHÉ	5
ARTICLE 5 - DESIGNATION DES REFERENTS DU MARCHÉ	5
ARTICLE 6 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	6
ARTICLE 7 - RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE TITULAIRE DU MARCHÉ	6
ARTICLE 8 - SOUS-TRAITANTS	6
ARTICLE 9 - DETERMINATION DES PRIX	8
9.1 Contenu des prix	8
9.2 Révision des prix	8
ARTICLE 10 - MODALITES DE REGLEMENT	9
10.1 Facturation	9
10.2 Paiement	10
10.3 Avance	10
ARTICLE 11 - PENALITES ET SANCTIONS	10
ARTICLE 12 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE	11
12.1 Obligations générales quant au personnel	11
12.2 Reprise du personnel	12
12.3 Liste nominative du personnel	12
12.4 Informations relatives au personnel à l'échéance du présent marché	12
12.5 Responsabilité exclusive du titulaire à l'égard du personnel	13
12.6 Tenues de travail et équipement de protection	13
12.7 Visites médicales d'embauche	13
ARTICLE 13 - SUIVI DE LA RÉGLEMENTATION	14
ARTICLE 14 - CHARTE DE RELATIONS RESPONSABLE ET DURABLE CLIENT / PRESTATAIRE EXTERNE	14
ARTICLE 15 - CLAUSE DE CONFIDENTIALITE	14
ARTICLE 16 – CONTRÔLE D'ACCES ET DES MESURES DE SECURITE	14
ARTICLE 17 - RÉSILIATION DU MARCHÉ	14
ARTICLE 18 - RESPONSABILITE ET ASSURANCE	15
18.1 Responsabilité	15
18.2 Assurance	15
ARTICLE 19 - LITIGES	15
ARTICLE 20 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	16

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché passé sous forme d'accord cadre a pour objet la réalisation de prestations de nettoyage des locaux et des vitreries du siège du Centre de Médecine et de ses sites.

La prestation attendue porte sur l'ensemble des planchers, des vitrages intérieurs et extérieurs, des bureaux, circulations des parties privatives, blocs sanitaires des parties privatives et prend en compte le vidage des poubelles des bureaux.

L'ensemble des prestations, décrites dans le CCTP, concernent :

- Le nettoyage des locaux,
- L'enlèvement des déchets,
- Le nettoyage des surfaces vitrées intérieures et des surfaces vitrées extérieures
- La fourniture, l'approvisionnement et la mise en place des consommables sanitaires pour les sites qui en expriment le besoin (savon, essuie-mains, papier hygiénique)

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Les prestations seront exécutées dans les locaux des différents sites de l'organisme. L'annexe du CCTP définit la liste détaillée des sites concernés.

Le titulaire du présent marché public s'engage à une obligation de résultat pour exécuter les prestations dans les conditions définies ci-après et au cahier des clauses techniques particulières. Cette obligation de résultat s'applique aux surfaces susceptibles d'être rattachées au marché. Le marché public porte sur des prestations de services.

ARTICLE 2 - FORME DU MARCHÉ

La présente consultation est passée selon une procédure d'appel d'offres en application de l'article L2123-1 du code de la commande publique et à l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018.

Le marché est soumis à la réglementation applicable aux marchés des organismes de sécurité sociale, soit à ce jour les dispositions de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de Sécurité Sociale.

La consultation vise à la conclusion d'un marché passé sous la forme d'un accord-cadre mono-attributaire conformément au 1^{er} de l'article L.2125-1 et l'article R.2162-2 du code de la commande publique.

Il s'agit d'un marché public de service au sens de l'article de l'article L.1111-4 du code. Il est mixte avec une partie à prix forfaitaire pour les prestations récurrentes et à bons de commande pour les prestations ponctuelles.

Les quantités prévisionnelles sont estimées par lot (annexe CCTP). Leur montant estimatif ne saurait lier contractuellement le Centre de Médecine Préventive.

La partie forfaitaire concerne :

- Le nettoyage des locaux,
- L'enlèvement des déchets,
- Le nettoyage des surfaces vitrées intérieures et des surfaces vitrées extérieures,
- La fourniture des consommables pour les sanitaires.

La partie à bons de commande concerne les prestations ponctuelles identifiées dans le bordereau des prix unitaires.

ARTICLE 3 - ALLOTISSEMENT

Conformément à l'article L.2113-10 du code de la Commande Publique, le présent marché est composé de 6 lots, selon la décomposition suivante :

Chaque lot constituera un marché. Les candidats pourront présenter une offre pour un, plusieurs ou la totalité des lots.

Lot	Sites	Adresses
1	VANDOEUVRE bâtiment principal - - RESIDENCE CRCDC – LABORATOIRES CARSAT	2 Rue du Doyen Jacques Parisot
2	EPINAL	31 Rue Thiers
3	SAINT-DIE-DES-VOSGES	14 Avenue Jean Jaurès
4	LONGWY	40 Avenue du 8 Mai 1945
5	SAINT-DIZIER	4 Rue Godard Jeanson
6	VERDUN	28 avenue de Douaumont

Les candidats ne peuvent présenter d'offres variables selon le nombre de lots susceptibles d'être obtenus.

L'attribution de chaque lot donnera lieu en principe à l'établissement d'un marché distinct, notamment la signature d'un acte d'engagement (AE) engageant respectivement chacun des co-contractants envers l'acheteur.

Toutefois, conformément à l'article R2113-I et à l'article LE 113-10 du Code de la Commande Publique, si plusieurs lots sont attribués au même titulaire, il sera possible de signer un seul marché mentionnant chaque lot.

Par le seul fait d'avoir soumissionné, le titulaire reconnaît avoir procédé à un examen complet et détaillé des documents composant l'appel d'offres et s'être pleinement rendu compte des contraintes et obligations dans lesquelles doivent s'effectuer les prestations.

Le titulaire de l'accord-cadre s'engage à se conformer aux conditions figurant dans le CCAP et le CCTP. Le titulaire ne pourra élever aucune réclamation ni prétendre à une quelconque indemnité du fait de l'exécution du marché.

ARTICLE 4 - DATE D'EFFET ET DUREE DU MARCHÉ

Le présent marché, conclu pour une durée d'un (1) an, prendra effet au 1er septembre 2025. Il pourra être tacitement renouvelé annuellement trois (3) fois sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre (4) ans. Le titulaire ne peut refuser la reconduction.

Toutefois, en cas de non reconduction par le Centre de Médecine Préventive, il en informera le titulaire par courrier moyennant un préavis de deux (2) mois avant la fin de la période en cours.

De même, durant cette période de quatre (4) ans, le Centre de Médecine Préventive aura la faculté de résilier le marché à tout moment, par lettre recommandée avec accusé de réception, moyennant un préavis d'un (1) mois.

Dans l'hypothèse où l'accord-cadre ne serait pas reconduit, les bons de commande émis continuent à s'exécuter jusqu'à leur terme. Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, mais leur exécution doit être terminée au plus tard 3 mois après.

ARTICLE 5 - DESIGNATION DES REFERENTS DU MARCHÉ

Pour une bonne gestion du marché ou pour tous renseignements, le responsable de l'organisme désigne le représentant qui sera l'interlocuteur privilégié du titulaire, en l'occurrence :

Union de Caisses – Centre de Médecine Préventive (UC-CMP)
2 rue du Doyen Jacques Parisot 54500 Vandœuvre-lès-Nancy
Affaire suivie par :
Département Budget - Achats – Contrôle de Gestion
Tél. 03.83.44.98.42
e-mail : achats-administration.uc-cmp@assurance-maladie.fr

De même, le candidat désignera les personnes référentes de ce marché qui seront les seuls interlocuteurs de l'organisme.

Fonction	Nom et prénom	Coordonnées (téléphone, fax, email)

ARTICLE 6 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4 du CCAG applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services, les pièces constitutives du présent marché sont par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et l'offre de prix,
- Les bons de commandes,
- Le cadre de réponse technique et d'engagement en matière de développement durable à compléter et à signer,
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCAP), accepté sans modifications par le titulaire, à compléter et à signer,
- Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes, accepté sans modifications par le titulaire, à compléter et à signer,
- Le mémoire méthodologique et le calendrier de déploiement remis avec l'offre par le candidat,
- L'acte contractuel de confidentialité du prestataire externe, à compléter et à signer,
- L'acte contractuel des contrôles d'accès et des mesures de sécurité, à compléter et à signer,
- La Charte de relations responsable et durable Client / Prestataire externe,
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de de fournitures courantes et services (CCAG – FCS) approuvé par l'arrêté n°0078 du 30 mars 2021,
- L'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale,
- Le code de la commande publique,
- Les normes françaises AFNOR et européennes homologuée ou autres normes reconnues équivalentes applicables en France,
- Toutes dispositions réglementaires ou législatives, nationales ou européennes en vigueur au jour d'exécution de la prestation.

Aucune réserve, qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus lors de la remise de l'offre puis durant l'exécution de l'accord-cadre, n'est admise. Le Titulaire s'engage à respecter toutes les stipulations incluses dans les documents contractuels du présent marché.

ARTICLE 7 - RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE TITULAIRE DU MARCHE

Le titulaire du présent marché déclare par la signature de la présente :

- ↪ Avoir satisfait aux obligations fiscales et sociales ;
- ↪ Ne pas avoir fait l'objet, au cours des 5 dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L8221-1, L 8231-1, L8241-1, et L8251-1 du Code du Travail ou des infractions de même nature dans un autre état de l'Union Européenne (DC2).

ARTICLE 8 - SOUS-TRAITANTS

Le titulaire du marché peut sous-traiter l'exécution de certaines parties des prestations, à condition expresse d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

Le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

Les articles R. 2193-1 et R. 2193-3 du code de la commande publique listent les éléments qui doivent obligatoirement figurer dans la déclaration de sous-traitance et les modalités de cette déclaration selon que la demande de sous-traitance est effectuée au moment du dépôt de l'offre par le candidat ou après la notification du marché.

La déclaration de sous-traitance contenant l'ensemble de ces éléments est soit remise directement auprès de l'acheteur contre récépissé soit envoyée par courrier recommandé avec accusé de réception. Dans l'hypothèse d'une déclaration d'un sous-traitant en cours d'exécution du contrat, la présentation du sous-traitant à l'acheteur doit avoir lieu avant le règlement du marché public au titulaire.

- **Lorsque la demande de sous-traitance est effectuée concomitamment au dépôt de l'offre par le candidat au marché public, celle-ci doit contenir :**

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant ;
- s'agissant des marchés publics de défense ou de sécurité, le lieu d'exécution des prestations sous-traitées ;
- le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- les capacités du sous-traitant sur lesquelles l'opérateur économique s'appuie ;
- une déclaration attestant que le sous-traitant n'est pas placé dans un des cas d'exclusion de la procédure de passation mentionné au chapitre Ier du titre IV du code.

- **Lorsque la demande de sous-traitance est effectuée après la notification du marché public, celle-ci doit contenir :**

- l'ensemble des éléments susmentionnés ;
- ainsi que l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou une main levée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créance afin d'établir qu'aucune cession ni aucun nantissement de créance résultant du marché public ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Le candidat ou titulaire doit remettre également au pouvoir adjudicateur, une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Lorsque le montant de la sous-traitance apparaît anormalement bas, l'acheteur met en œuvre les dispositions de l'article de l'article 14 du Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018.

La notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Dans le cas où la demande de sous-traitance est présentée après le dépôt de l'offre, le titulaire remet contre récépissé au pouvoir adjudicateur ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, une déclaration spéciale (formulaire DC4) contenant les renseignements susmentionnés.

La sous-traitance en totalité est interdite.

ARTICLE 9 - DETERMINATION DES PRIX

9.1 Contenu des prix

Les prix applicables au marché sont des prix mixtes à la fois forfaitaires et unitaires.

Les prix de l'accord cadre sont les prix, exprimés en euros HT et TTC, mentionnés :

- dans la décomposition du prix global forfaitaire mensuel (DPGF) pour les prestations forfaitaires (par site et/ou bâtiment, pour les prestations continues)
- dans le bordereau de prix unitaires (BPU) pour les prestations ponctuelles (par prestation ou au m² ou pour les surfaces mentionnées, pour les prestations à la demande (locaux et vitrerie).

Les prix indiqués dans le BPU comprennent toutes les dépenses de main-d'œuvre, fournitures et transports nécessaires, tous les frais généraux, bénéfices, frais, charges sociales ou fiscales et taxes diverses ainsi que les risques d'accident personnels ou aux tiers, pouvant survenir lors de l'exécution des prestations de sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'y ajouter.

Le marché est traité à prix forfaitaire établi aux conditions économiques du mois du dépôt de l'offre.

9.2 Révision des prix

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois MO correspondant au mois de la date limite de remise des offres.

Les prix du marché, qu'ils soient forfaitaires ou unitaires, sont fermes la première année d'exécution du marché.

Puis, ils sont révisables annuellement à la date anniversaire du début d'exécution des prestations par application au(x) prix du marché de la formule suivante :

$$P = P_0 (0,15 + 0,85 I_0)$$

dans laquelle

P = prix révisé

P₀ = prix fixé dans l'offre du titulaire

I₀ = valeur de l'indice INSEE de la Série 010545977 : Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) - CPF 81.2 - Services de nettoyage) du mois de la date limite de réception des offres

I_m = valeur de l'indice INSEE de la Série 010545977 : Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) - CPF 81.2 - Services de nettoyage) connue lors du mois précédent la date anniversaire de notification

Le prix de règlement ainsi déterminé reste fixe entre chaque révision.

En cas de changement par l'INSEE (ou par un organisme habilité) de la dénomination et/ou de la base de calcul d'un indice avec ou sans coefficient de raccordement associé, ce changement s'applique automatiquement et sans formalités.

En cas de suppression par l'INSEE (ou par un organisme habilité) d'un indice et de son remplacement par un autre indice avec ou sans coefficient de raccordement associé, ce remplacement sera notifié par courrier au titulaire par le Centre de Médecine Préventive.

Le titulaire disposera d'un délai de 21 jour calendaire pour formuler par écrit son éventuel désaccord. Passé ce délai, l'absence de réponse de celui-ci vaudra acceptation du nouvel indice. En cas de désaccord exprimé dans le délai ci-dessus, les parties devront trouver un accord par avenant.

À la date mentionnée dans la périodicité de révision des prix, le titulaire transmet au Centre de Médecine Préventive par tout moyen (courrier en recommandé avec accusé de réception, courriel à l'adresse suivante : achats-administration.uc-cmp@assurance-maladie.fr, la valeur du coefficient de révision, calculé au moyen de la formule de révision des prix susvisée.

Le silence du Centre de Médecine Préventive dans un délai de vingt et un jours calendaires à compter de la réception du courrier de révision vaut acceptation de celles-ci.

En cas de refus de la proposition de révision du titulaire, le Centre de Médecine Préventive lui fait sa proposition dans les meilleurs délais.

En l'absence de courrier de la part du titulaire dans un délai de vingt et un jours calendaires à compter de la date anniversaire de notification du marché, le Centre de Médecine Préventive lui transmet la valeur du coefficient de révision calculé à l'aide de la formule figurant au présent CCAP. La valeur du coefficient de révision, calculé au moyen de la formule de révision des prix, est appliquée sur le montant de chaque facture.

Clause de sauvegarde : Dès lors que la révision des prix conduit à une augmentation supérieure à 5%, le présent marché pourra être résilié, par le Centre de Médecine Préventive, sans indemnité pour la partie non exécutée des prestations.

ARTICLE 10 - MODALITES DE REGLEMENT

10.1 Facturation

Le titulaire du marché établira ses factures et les transmettra à l'UC-CMP via le portail de dématérialisation CHORUS PRO, solution informatique gratuite et sécurisée :

UNION DE CAISSES – CENTRE DE MEDECINE PREVENTIVE
DEPARTEMENT BUDGET - ACHATS – CONTROLE DE GESTION
2, RUE DU DOYEN JACQUES PARISOT
54500 VANDOEUVRE-LES-NANCY

Ce document comptera en plus des mentions légales les indications suivantes :

- un numéro de facture,
- la référence du marché
- le secteur d'intervention
- le numéro de compte postal ou bancaire,
- les BIC et IBAN,
- les prestations exactement définies,
- les montants H.T., T.V.A. et T.T.C.,
- la date de facturation.

Pour information, lors du dépôt des factures sur le portail CHORUS PRO, les informations suivantes devront être obligatoirement indiquées :

- Le numéro de SIRET 783 371 289 00019, qui identifiera l'UC-CMP Centre de Médecine Préventive en tant que destinataire de la facture,
- Le code service qui permettra de distinguer les différents services d'une même structure. Pour vous : FACTURES_PUBLIQUES
- Le numéro d'engagement qui correspond au numéro de commande.
- A défaut de numéro de commande, il conviendra de mentionner le numéro du marché tel qu'il figure sur l'acte d'engagement qui vous a été notifié, ou, à défaut, toute référence permettant d'identifier votre prestation.

Si lesdites factures ne sont pas conformes, elles seront retournées au Titulaire, et le délai global de paiement suspendu.

10.2 Paiement

Le paiement des factures intervient suivant les règles de la commande publique, dans les conditions prévues au C.C.A.G-F.C.S.

Les sommes dues au titre du marché sont réglées par virement bancaire. Le paiement interviendra dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception de la facture, sous réserve qu'aucune anomalie ne soit relevée lors de sa vérification, conformément au code de la commande publique. Le défaut de paiement dans les délais ci-dessus ouvre droit sans formalité au versement d'intérêts moratoires. Le taux est celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts ont commencé à courir, augmenté de 2 points. Ce taux est fixé chaque année par décret.

10.3 Avance

Pour les Prestations récurrentes, sauf en cas de refus du titulaire dans l'acte d'engagement, une avance doit être accordée lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros HT en application des dispositions des articles R 2191-3 à 5 du code de la commande publique.

Cette avance n'est due au titulaire que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance.

Les termes de l'article 11.1 du CCAG-FCS sont applicables.

ARTICLE 11 - PENALITES ET SANCTIONS

Les clauses du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG – FCS) approuvé par l'arrêté n°0078 du 30 mars 2021 demeurent applicables.

Dans tous les cas de défaillance de l'attributaire (grèves, arrêts de travail...), l'UC-CMP se réserve alors le droit de faire appel à un autre prestataire de son choix. Si le prix des prestations ainsi fournies s'avérait supérieur aux prix consentis par le Titulaire, celui-ci supporterait personnellement cet excédent qui pourrait être prélevé sur les sommes lui étant dues.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités ne dépassant pas 1 000 € pour l'ensemble du marché, les pénalités s'appliquent dès le premier euro.

Les pénalités prévues dans le cadre du présent marché se cumulent sur une période mensuelle et sont déduites de la facture mensuelle du titulaire le mois suivant le calcul des pénalités.

ARTICLE 12 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE

12.1 Obligations générales quant au personnel

Les prestations seront exécutées sous l'entière responsabilité du titulaire qui devra se conformer strictement :

- Aux prescriptions des CCAP et CCTP pour l'exécution des prestations
- à la loi n°98-349 du 11 mai 1998 relative à l'entrée et au séjour des étrangers en France et au droit d'asile ; la loi n° 2003-1119 du 26 novembre 2003 relative à la maîtrise de l'immigration, au séjour des étrangers en France et à la nationalité
- à la loi n° 91-1383 du 31 décembre 1991 renforçant la lutte contre le travail clandestin et la lutte contre l'organisation de l'entrée et du séjour irréguliers d'étrangers en France ; au décret n° 92-508 du 11 juin 1992 relatif au travail clandestin et modifiant le code du travail ; au décret 97-638 du 31 mai 1997 pris pour l'application de la loi n°97-210 du 11 mars 1997 relative au renforcement de la lutte contre le travail illégal
- à la loi n°2003-239 du 18 mai 2003 pour la sécurité intérieure
- à la proportion des travailleurs d'aptitudes restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employés à l'exécution
- Aux textes réglementaires parus ou à paraître relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions du travail dans l'entreprise et notamment ceux qui ont trait à la prévention, l'hygiène et à la sécurité du personnel
- Le titulaire doit faire bénéficier tout son personnel de toutes les lois sociales en vigueur ou à intervenir pendant la durée du marché, notamment les articles du Code du travail :
 - L8241-I à L8243-2 relatifs au « prêt illicite de main d'œuvre »,
 - L8231-I à L8234-2 relatifs au « délit de marchandage »,
 - L8221-I à L8222-7 relatifs au « travail dissimulé »,
 - L8251-I à L8256-8 relatifs à « l'emploi de salariés étrangers sans titre de travail »,
 - D8254-1 à D8254-6 relatifs à « la vérification préalable »,
 - L4741-I à L4741-14 relatifs aux « infractions aux règles de santé et de sécurité ».

L'exécution des prestations se fait dans le respect des normes et règlements en cours et à venir. La responsabilité du titulaire peut être engagée dans la mesure où il apparaît qu'il n'a pas procédé aux vérifications qu'un responsable de recrutement normalement avisé mettrait en œuvre pour l'emploi d'une qualification déterminée et qu'il en résulte un préjudice pour l'acheteur.

12.2 Reprise du personnel

En application des dispositions de la convention collective nationale des entreprises de propreté et services associés du 26 juillet 2011 (annexe 7 de l'accord professionnel) et de l'article L 1224-1 du code du travail, le titulaire reprend le personnel de l'entreprise titulaire du précédent marché de nettoyage.

Le titulaire, rentrant dans le champ d'application de l'annexe 7 de la convention collective nationale des entreprises de propreté et services associés, s'engage à assurer la continuité des contrats de travail du personnel en cas de changement de prestataire dans les conditions prévues dans cette annexe.

Cette application concerne les obligations de reprise du personnel du titulaire selon la liste nominative fournie en annexe du présent CCAP.

Les informations relatives au personnel à reprendre seront transmises par le titulaire sortant. Le Centre de Médecine Préventive n'étant pas à l'origine de ces informations, celles-ci ne sauraient dès lors engager sa responsabilité.

12.3 Liste nominative du personnel

Le Titulaire transmettra au Centre de Médecine Préventive la liste nominative des personnels intervenant dans le cadre des prestations et sur laquelle est reportée la qualification correspondante de chacun d'entre eux. Cette liste est mise à jour à chaque modification de personnel.

La première liste est fournie dans un délai de 15 jour ouvrable à compter de la date de notification de l'accord cadre.

En cas de remplacement du personnel du titulaire désigné à l'exécution des prestations de nettoyage par un personnel intérimaire, le titulaire est tenu d'informer le Centre de Médecine Préventive de sa planification et de fournir les justificatifs attestant la bonne formation de ses employés aux prestations à exécuter.

Toute absence et tout remplacement, même de courte durée, devront être impérativement et promptement signalés à l'établissement soit avant le départ de l'agent dans l'hypothèse de congés programmés ou le jour même en cas de maladie, d'absences imprévues.

En cas d'absence d'un agent d'exécution, et pour quelque motif que ce soit, il sera remplacé par un agent de qualification équivalente ou ayant acquis la formation des procédures dans les zones de son affectation. Chaque nouvel agent sera présenté à son service d'affectation par l'encadrement, lors de sa prise de poste muni de son certificat d'aptitude médicale.

12.4 Informations relatives au personnel à l'échéance du présent marché

Dans un délai d'un mois à compter de la réception de la demande du Centre de Médecine Préventive, le Titulaire transmet les informations relatives au personnel à reprendre, à savoir :

- La masse salariale des personnels à reprendre,
- Le nombre de salariés à reprendre et leur équivalent temps plein,
- La nature des contrats à reprendre,
- Les avantages dont disposent les personnels,
- L'expérience des personnels à reprendre,
- L'ancienneté des personnels à reprendre,
- La qualification des personnels à reprendre,
- Le site de l'acheteur sur lequel travaillent les personnels à reprendre.

Cette demande d'informations peut intervenir dans les cas suivants : non reconduction, résiliation, ou renouvellement de l'accord cadre.

12.5 Responsabilité exclusive du titulaire à l'égard du personnel

Le personnel affecté par le Titulaire à l'exécution des prestations objet du présent accord-cadre demeure en toutes circonstances et en tout lieu placé sous l'autorité, la direction et la surveillance exclusive du Titulaire. Il est soumis aux dispositions de la convention collective applicable à l'activité du Titulaire. Il est rémunéré par ce dernier et bénéficie des mêmes droits et avantages que ses autres collaborateurs, y compris au regard des institutions du personnel du Titulaire.

Le Centre de Médecine Préventive ne peut être amené à lui dispenser des directives techniques que dans la limite de ce qui est nécessaire à la prise en compte de son environnement et des bonnes liaisons avec sa propre organisation.

Le personnel du Titulaire est soumis au règlement intérieur du Centre de Médecine Préventive et de ses sites, en particulier aux règles d'accès et de circulation qui lui seront communiquées.

Seuls devront être utilisés par le personnel du titulaire : les parcours, accès et locaux désignés, étant entendu qu'il est formellement interdit de pénétrer ou circuler, sous quelque prétexte que ce soit dans les autres zones du Centre de Médecine Préventive, sans accord préalable.

Le Titulaire est responsable des accidents et vols du fait de son personnel.

De même, les dégâts de toute nature produits à l'occasion d'intervention sur site seront à sa charge.

Dans tous les cas, la remise en état doit se faire de manière à ne pas retarder l'avancement des prestations, quelle que soit le recours auprès des compagnies d'assurances.

Nonobstant ce qui précède, et afin de respecter sa propre sécurité et celle des usagers, le personnel du Titulaire réalisant les prestations est soumis aux règles d'hygiène et de sécurité et aux règles d'organisation applicables dans les locaux du Centre de Médecine Préventive.

12.6 Tenues de travail et équipement de protection

Le personnel devra effectuer les opérations de nettoyage prévues au marché dans une tenue correcte, propre et adaptée, mise à disposition et entretenue par le titulaire du marché. Chaque agent devra avoir à sa disposition un nombre de tenues suffisant pour garantir une tenue propre quotidiennement.

Ce point est également exigé pour le personnel en remplacement d'un agent absent.

Lors de la manipulation de déchets, le prestataire fournit à son personnel l'ensemble des Equipements de Protection Individuel (EPI) nécessaires et utiles pour éviter tout accident lors de la réalisation des prestations.

12.7 Visites médicales d'embauche

Le titulaire doit obligatoirement soumettre à une visite médicale d'embauche tout nouvel agent, avant sa prise de fonction, ou au plus tard avant la fin de la période d'essai.

Il soumet, par ailleurs, son personnel aux examens médicaux périodiques prévus par la législation en vigueur.

Les dates de ces visites médicales, l'identité des agents et la conclusion du médecin du travail sur leur aptitude physique seront consignés par le titulaire sur un registre spécial.

ARTICLE 13 - SUIVI DE LA REGLEMENTATION

Le titulaire est responsable des diverses réglementations et dispositions nominatives visant les utilisations de l'énergie.

Il a l'obligation d'informer la personne responsable du marché de toutes nouvelles dispositions d'ordre réglementaire.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

ARTICLE 14 - CHARTE DE RELATIONS RESPONSABLE ET DURABLE CLIENT / PRESTATAIRE EXTERNE

Cette charte a pour objet d'une part, d'informer les prestataires externes qu'ils font l'objet d'une évaluation, a posteriori, sur leurs aptitudes à fournir à l'UC-CMP un produit, un service ou une prestation conforme aux exigences d'achat spécifiées dans le dossier de consultation du marché concerné et dans les bons de commande émis et d'autre part, de leur en préciser les modalités, ainsi que les éventuelles conséquences sur les relations contractuelles.

ARTICLE 15 - CLAUSE DE CONFIDENTIALITE

Chaque partie s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations auxquelles ont accès les salariés du prestataire, dans le cadre de l'exécution du présent marché. A ce titre, le titulaire du contrat s'engage à respecter les termes du contrat stipulés dans l'acte contractuel de confidentialité du prestataire externe.

L'UC-CMP se réserve le droit de procéder à toute vérification permettant de s'assurer du respect des obligations du titulaire du marché en la matière.

ARTICLE 16 – CONTROLE D'ACCES ET DES MESURES DE SECURITE

Nos locaux et l'immeuble qui les héberge font l'objet de mesures de contrôle d'accès physique :

- contrôle d'accès par badge,
- système de détection d'intrusion.

A ce titre, le titulaire du contrat s'engage à respecter les termes du contrat stipulés dans l'acte contractuel des contrôles d'accès et des mesures de sécurité.

ARTICLE 17 - RESILIATION DU MARCHE

L'UC-CMP se réserve le droit de résilier le marché dans le cas de non-respect de la législation en vigueur relative aux prestations du marché et dans le cas de manquements répétés aux engagements du prestataire (retards, non respect des conditions de transports souhaitées...) signifiés par lettre recommandée au prestataire.

L'UC-CMP pourra également résilier le marché en cas d'impossibilité du prestataire pour répondre aux éventuelles modifications d'horaire, de jours de passage ou d'extension de tournées imposées pour le fonctionnement du laboratoire et des CES.

ARTICLE 18 - RESPONSABILITE ET ASSURANCE

18.1 Responsabilité

Pendant la durée d'exécution du contrat, le titulaire est responsable des dommages qui pourraient être causés directement ou indirectement soit aux personnes, soit aux biens, soit aux installations dont il assure l'exploitation.

Sont exclus de la responsabilité du titulaire, sous bénéfice de preuves apportées par celui-ci, les dommages et conséquences dus à l'intervention perturbatrice d'un tiers que le titulaire n'a pas ou matériellement la possibilité d'empêcher. On entend par intervention perturbatrice, toute action portant directement ou indirectement atteinte à l'exécution des prestations objet du marché.

18.2 Assurance

Le titulaire est tenu de produire à l'UC-CMP, dès le dépôt de l'offre, une attestation d'assurance confirmant la garantie intégrale des conséquences pécuniaires de la responsabilité générale et/ou professionnelle en cas d'accidents ou de dommages causés à l'occasion de l'exécution des prestations du marché.

Cette attestation devra mentionner :

- le nom et le siège social de la compagnie d'assurance
- l'identité du courtier ou agent général auprès duquel est souscrite cette police
- les références de la police
- le contenu de la garantie
- le montant de la garantie
- le point de départ de la police d'assurance et de sa fin.

Lors du renouvellement de sa police d'assurance, et au plus tard à la date d'anniversaire du présent marché, le titulaire est tenu de produire une nouvelle attestation confirmant le maintien des garanties.

ARTICLE 19 - LITIGES

Toute difficulté d'interprétation ou d'exécution du présent marché qui ne pourrait être résolue à l'amiable, sera soumise à la juridiction compétente du siège de l'organisme souscripteur

ARTICLE 20 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Le présent dossier comporte les dérogations suivantes :

- Article 6 du CCAP : Par dérogation à l'article 4 du CCAG applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services, les pièces constitutives du présent marché sont par ordre de priorité décroissante...
- Article 11 du CCAP : Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités ne dépassant pas 1 000 € pour l'ensemble du marché, les pénalités s'appliquent dès le premier euro.

Le Candidat,
Signature et cachet de l'entreprise,
Précédés de la mention

« Lu et approuvé sans réserve ou
modification »

Dressé par le responsable du marché,
A Vandœuvre-lès-Nancy, le 25 février 2025

L'Union de caisses – Centre de Médecine Préventive
La personne représentant le pouvoir adjudicateur,

Pour le Directeur,
Christian PALLAS
Le Directeur adjoint,
Rémy BRUNCK

